

Agnès Pitrou. 1994. *Les Politiques familiales. Approches sociologiques*, préface de Lucien Brams. Paris, Syros.

Claude Martin

Numéro 36, automne 1996

Politiques familiales et vies de femmes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017725ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017725ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, C. (1996). Compte rendu de [Agnès Pitrou. 1994. *Les Politiques familiales. Approches sociologiques*, préface de Lucien Brams. Paris, Syros.] *Lien social et Politiques*, (36), 160–160. <https://doi.org/10.7202/017725ar>

Essentiellement, selon l'auteur, les discussions sur la crise de l'État providence ou sur son désengagement doivent tenir compte des changements apportés à chacun des programmes et de l'impact cumulatif des changements sur la nature de l'État providence.

On pourra regretter que Pierson, dans son analyse, ne tienne pas davantage compte du rôle des idées dans les stratégies des deux gouvernements. Il ne suffit pas de vérifier si telle idée précise a eu un impact, il faut encore examiner comment différents paradigmes idéologiques émergent dans l'arène politique et comment divers gouvernements s'influencent mutuellement dans le développement de ces paradigmes. Enfin, Pierson soutient que l'État providence, malgré plusieurs transformations touchant des programmes spécifiques, est là pour durer. Certes, son existence même rend difficiles des transformations radicales et globales, mais on peut se demander pour qui il continue d'exister et jusqu'à quel point la solidarité sociale n'a pas été profondément fissurée sous les attaques frontales dont il fait l'objet.

Josée Bergeron
INRS-Culture et société

• **Agnès PITROU. 1994. *Les Politiques familiales. Approches sociologiques*, préface de Lucien BRAMS. Paris, Syros.**

Agnès Pitrou propose dans son dernier ouvrage une stimulante synthèse des recherches sociologiques consacrées aux politiques familiales en France, au Québec, en Suisse et en Belgique. Il ne s'agit pour autant ni d'un catalogue des mesures sociales à effets familiaux, ni d'une évaluation comparée des effets de ces politiques dans les quatre pays étudiés. Dans un premier temps, l'auteur propose une lecture de ce que recouvrent la ou plutôt les politiques familiales, *patchwork* aux bornes indéfinissables, concernant aussi bien le logement, l'éducation, les loisirs et la santé que les conditions de travail, la justice, etc. Pour analyser ces politiques, Agnès Pitrou a donc choisi trois questions transversales qui structurent le débat public dans ces quatre « pays » : la fécondité attendue des familles ; la politique à l'égard des familles monoparentales ; et enfin l'appel aux solidarités familiales pour compléter ou remplacer les interventions publiques auprès des personnes en difficulté.

Thème traditionnel de l'analyse des politiques familiales, la fécondité « souhaitable » renvoie tout d'abord au caractère plus ou moins nataliste des politiques selon les lieux et les époques. Pour l'auteur, ce natalisme est l'expression de certaines idéologies conservatrices, comme celle qui veut que la puissance nationale et la prospérité économique soient directement liées à la taille de la population, ou à la proportion de la jeunesse, ou encore à l'importance de la population « autochtone », dans une optique nationaliste. De ce fait, la baisse de la natalité est surtout décodée comme une crise de l'institution familiale elle-même, menacée par les nouveaux comportements conjugaux. Autre axe de réflexion : le désir d'enfant et les facteurs qui l'influencent. La question porte alors sur les mesures permettant le « libre choix » des parents, tout en évitant d'inciter certains (les plus démunis) à faire plus d'enfants qu'ils ne pourraient assumer. Ce débat sur la fécondité prend parfois encore une autre direction : la défense de la compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle pour les femmes. Là encore se manifestent un certain nombre d'idées reçues sur la division des rôles des sexes, la responsabilité domestique et éducative des femmes, et le lien qui reste à établir entre réduction du temps de travail des femmes et effets positifs sur la procréation.

Le thème des mesures en direction des familles monoparentales polarise le débat public et scientifique dans chacun des pays envisagés. La nouveauté de ces dernières années est de tenter de saisir la dynamique de ces situations. Mais ces configurations familiales posent essentiellement la question des responsabilités parentales (en particulier celles du père) et collectives (avec le débat sur l'assistance ou la promotion de l'autonomie), ce qui réactive également la problématique du travail des femmes comme mode d'intégration sociale. La distinction entre politiques familiales et politiques sociales s'estompe dans ce cas.

Le dernier débat, concernant l'appel aux solidarités familiales pour compenser voire remplacer les solidarités collectives en crise, est manifestement le plus central actuellement. Il pose explicitement la question des relations entre famille et État. Qu'il s'agisse des solidarités intergénérationnelles des adultes pour les jeunes en mal d'insertion profes-

sionnelle ou pour les vieux devenus dépendants, de l'entraide dans les réseaux de parenté, ces solidarités de proximité, le plus souvent relayées par les femmes, apparaissent comme un véritable rempart contre l'exclusion. L'auteur prend cependant le soin de montrer à la fois leur vivacité et leurs limites, du fait principalement de leur inégale répartition. A. Pitrou voit donc dans cet appel insistant aux solidarités « naturelles » et « spontanées » une pression morale qui s'exerce sur les familles. Cet ouvrage resitue le débat sur la famille au plan politique, en révélant de manière synthétique quelques problèmes de fond : l'absence de politique homogène ; les limites de ce que l'on peut appeler politique familiale ; les insuffisances de l'opposition politique droite-gauche comme facteur explicatif des décisions et orientations choisies ; le déplacement, voire le recouvrement entre politiques sociales et politiques familiales.

Claude Martin
CNRS et ENSP, Rennes

• **Jacques COMMAILLE. 1992. *Stratégies des femmes. Travail, famille et politique*. Paris, La Découverte, 190 p.**

Cet ouvrage présente le bilan des seize recherches financées par le programme « Activité féminine. Vie familiale » de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), mais il les resitue dans le cadre de l'ensemble des travaux (plus d'une centaine) menés en France depuis une vingtaine d'années sur l'articulation travail-famille. Il s'agit donc d'un ouvrage de valorisation de ces travaux, mais aussi d'une réflexion théorique personnelle qui se propose de montrer que « toute sociologie spécialisée, y compris une sociologie du travail des femmes, n'est finalement qu'une contribution à la recherche du sens de processus sociaux plus généraux ».

L'introduction rappelle les faits : l'accroissement considérable de l'activité professionnelle des femmes au cours des dernières décennies, d'une part, le maintien du caractère différentiel de cette activité par rapport aux hommes, d'autre part, avec sa forte détermination par le degré de compatibilité avec les charges de la vie familiale. L'auteur plaide pour le nécessaire dépassement par les sciences sociales des termes de la « question sociale » posée par cette évolution — du